



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le vendredi 5 décembre 2014 — N° 53

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Rendre hommage à monsieur Ghislain Prud'homme d'Agrigourmet.*
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *Souligner le 40^e anniversaire du Club de l'âge d'or de Saint-Herménégilde.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Hommage aux victimes de la tragédie de Polytechnique.*
- La députée de Repentigny sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de la Maison de la famille La Parenthèse.*
- La députée de Gatineau sur le sujet suivant : *Souligner le 30^e anniversaire de la SPCA.*
- Le député de Berthier sur le sujet suivant : *Paul Buissonneau a laissé sa marque dans Berthier.*
- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Souligner le 15^e anniversaire de la Maison de répit La Ressource.*
- Le député de Charlesbourg sur le sujet suivant : *Semaine internationale des bénévoles et Journée mondiale du bénévolat.*
- Le député de Robert-Baldwin sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Madeleine Thibault-Meyers.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Hommage aux carrefours jeunesse-emploi.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor proposant l'adoption du projet de loi n° 15, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission de l'administration publique qui, les 1^{er}, 8 et 29 octobre ainsi que les 5 et 20 novembre 2014, a procédé aux auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics portant sur : la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport, les médicaments et les services pharmaceutiques, la gestion administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, la réalisation et l'exploitation d'aires de services et la gestion et l'aide financière du Fonds vert. La Commission s'est également réunie en séance de travail le 11 juin, les 9 et 25 septembre, les 1^{er}, 8 et 29 octobre ainsi que les 5, 13 et 20 novembre 2014, relativement à ce mandat. Le rapport contient 15 recommandations.
Rapport déposé le **4 décembre 2014**
Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 (R.A.N.), la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **19 décembre 2014**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 13*
Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales
Présenté par le ministre des Finances le **4 décembre 2014**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 3) Projet de loi n° 19
Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
le **12 novembre 2014**
- 4) Projet de loi n° 20
Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **28 novembre 2014**
- 5) Projet de loi n° 25
Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers
Présenté par le ministre des Transports le **28 novembre 2014**
- 6) Projet de loi n° 26
Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics
Présenté par la ministre de la Justice le **3 décembre 2014**
- 7) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le **26 novembre 2014**
- 8) Projet de loi n° 28*
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016
Présenté par le ministre des Finances le **26 novembre 2014**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

Étude détaillée en commission

- 9) Projet de loi n° 10
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 25 septembre 2014
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 18 novembre 2014
Principe adopté le **28 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 10) Projet de loi n° 15
Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 9 octobre 2014
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 5 novembre 2014
Principe adopté le 6 novembre 2014
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le 3 décembre 2014
Vote reporté le **4 décembre 2014**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 11) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

- 12)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 13)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 14)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 15)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 16)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 17)** Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 18)** Projet de loi n° 393
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **4 décembre 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 19)** Projet de loi n° 200
Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon
Présenté par le député de Papineau le 11 juin 2014
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté
le **4 décembre 2014**
- 20)** Projet de loi n° 201
Loi concernant la Ville de Westmount
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le 12 novembre 2014
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté
le **4 décembre 2014**
- 21)** Projet de loi n° 202
Loi concernant la Régie intermunicipale de valorisation des matières
organiques de Beauharnois-Salaberry et de Roussillon
Présenté par le député de Huntingdon le 13 novembre 2014
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté
le **4 décembre 2014**
- 22)** Projet de loi n° 203
Loi concernant la vente d'un immeuble situé dans le site patrimonial de La
Grave
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le 13 novembre 2014
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé et adopté le
4 décembre 2014
- 23)** Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

24) 22 octobre 2014

Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières pour analyser les effets que peut avoir sur nos institutions démocratiques et sur l'indépendance et la liberté de presse, le fait pour un député ou un membre du Conseil exécutif de détenir directement ou indirectement la majorité des actions d'une entreprise médiatique ou d'être dans une position de contrôle au sein d'une telle entreprise;

QU'à cette fin, la Commission entende l'Association des journalistes indépendants du Québec, le Conseil de presse du Québec, la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, monsieur Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, Me Henri Brun, professeur associé à la Faculté de droit de l'Université Laval, madame Dominique Payette, professeure au département d'information et de communication de l'Université Laval, monsieur Florian Sauvageau, président du conseil d'administration du Centre d'études sur les médias de l'Université Laval, ainsi que toutes les autres personnes et organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;

QUE l'organisation du mandat soit confiée aux membres de la Commission;

QU'au terme de ces auditions et conformément aux dispositions réglementaires, les membres de la Commission puissent déterminer en séance de travail des observations, conclusions ou recommandations incluant, le cas échéant, les meilleurs moyens législatifs à prendre et que le rapport de la Commission soit déposé à l'Assemblée au plus tard le vendredi 28 novembre 2014 à moins que la Commission n'en décide autrement.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 3

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Adopté le **4 décembre 2014**

Projet de loi n° 11

Loi sur la Société du Plan Nord

Adopté le **4 décembre 2014**

Projet de loi n° 21

Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil Mohawk de Kahnawake

Adopté le **4 décembre 2014**

Projet de loi n° 23

Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal relativement à la composition du comité exécutif

Adopté le **4 décembre 2014**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES](#)

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

[COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE](#)

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 19**, Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 25 novembre 2014).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 28**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (mandat confié le 4 décembre 2014).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 27**, Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés (mandat confié le 2 décembre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 10**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (mandat confié le 28 novembre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

32) M. Turcotte (Saint-Jean) – **5 décembre 2014**

Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé une réforme de la mission des carrefours jeunesse-emploi qui met de côté 40 000 jeunes par année au Québec. En effet, dès le 1^{er} avril prochain, les carrefours jeunesse-emploi n'aideront pratiquement que les jeunes sur l'aide sociale ou sur l'assurance-emploi.

Depuis des semaines, la mobilisation des jeunes, des carrefours jeunesse-emploi et de leurs intervenants ne se dément pas. La réforme du ministre ne passe pas. Étant donné la situation économique actuelle du Québec, on ne peut pas laisser de côté ces 40 000 jeunes : ce sont des jeunes de 16-17 ans ; ce sont des jeunes avec un emploi précaire qui désirent améliorer leur sort ; ce sont des jeunes qui ne sont pas éligibles à l'aide sociale ni à l'assurance-emploi; etc.

Le 24 novembre dernier, l'ensemble des carrefours jeunesse-emploi a reçu un ultimatum du ministre en leur demandant de transmettre par écrit l'engagement de principe de leur conseil d'administration sans savoir ce qu'ils signaient.

À plusieurs reprises, j'ai questionné le ministre à l'Assemblée nationale sur sa réforme. Toutefois, plusieurs questions demeurent sans réponse. Pour accomplir leur nouveau mandat et pour « performer » à la demande du ministre, chaque carrefour jeunesse-emploi doit connaître le marché de son centre local d'emploi. Est-ce que le ministre va fournir les données suivantes avant la signature des ententes de services avec Emploi-Québec pour ainsi faciliter la négociation de ces dernières?

Questions concernant la clientèle :

- Combien de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitent le territoire de chaque centre local d'emploi?
- Combien de jeunes reçoivent une prestation d'aide sociale entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi?

- Combien de jeunes reçoivent une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi?
- Combien de jeunes reçoivent une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi?
- Combien de jeunes reçoivent des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi?
- Est-ce que le ministre confirme que les jeunes de 16-17 pourront être aidés par les carrefours jeunesse-emploi? Sinon, est-ce qu'il propose une alternative pour qu'aucun jeune ne soit exclu?
- Est-ce que le ministre confirme que toute la clientèle sans chèque, peu importe le niveau de scolarité ou le niveau socio-économique, pourra être aidée par les carrefours jeunesse-emploi? Sinon, est-ce qu'il propose une alternative pour qu'aucun jeune ne soit exclu?

Questions concernant l'administration des ententes :

- Quels seront les produits que le centre local d'emploi va acheter auprès des carrefours jeunesse emploi et quel sera le prix accordé à chaque produit et ce, avant que les carrefours jeunesse-emploi déposent leurs offres de services?
- Quel sera le niveau de référence vers le Carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera (la moyenne des références dans les services d'aide à l'emploi se situe à 15%) pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend?
- Est-ce que l'enveloppe de 45 M\$ destinée aux carrefours jeunesse-emploi sera préservée et est-ce que le Ministère peut confirmer que cette enveloppe servira uniquement à défrayer des services offerts par les carrefours jeunesse-emploi?
- Comment et selon quels critères sera distribuée l'enveloppe de 45 M\$ destinée aux 110 carrefours jeunesse-emploi?
- Quelles sont les études d'impacts réalisées pour mesurer les effets de la réforme des carrefours jeunesse-emploi?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 4 décembre 2014

Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor.*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi prolongeant le mandat de la personne désignée pour remplir temporairement les fonctions du directeur général des élections – *ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques.*